

Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSÉ, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYŻANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation des logements de fonction de la ville de Montpellier.

Par délibération en date du 4 octobre 2014 il a été fixé la réforme du régime des concessions de logement et la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement.

Compte tenu que le logement avec convention d'occupation précaire avec astreinte attribué au Directeur de la réglementation et tranquillité publique n'est plus d'utilité, il est proposé au Conseil Municipal de modifier la délibération du 6 février 2012 en supprimant le logement susvisé et la délibération subséquente du 4 octobre 2014 fixant les modalités de paiement des fluides pour chaque logement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les modifications apportées aux délibérations du 6 février 2012 et du 4 octobre 2014 et présentées ci-dessus..

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29/04/2016